

Convention régissant les rapports financiers

Entre la Ville de Paris et le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole

Pour le remboursement des abonnements souscrits en 2017 et courant sur 2018

La Ville de Paris, ci-après désignée « la Ville », représentée par Madame la Maire de Paris en vertu de la délibération 2018 DFA 67 DVD en date des 13, 14, 15 et 16 novembre 2018

d'une part,

Et le Syndicat mixte Autolib' et Vélib'Métropole, ci-après dénommé "le Syndicat", représenté par sa présidente, Catherine BARATTI-ELBAZ par délibération du comité syndical du 7 novembre 2018

d'autre part,

PRÉAMBULE

Le marché d'exploitation du service Velib' conclu entre la Ville de Paris et la société SOMUPI a pris fin le 31 décembre 2017.

A cette date, près de 286 000 utilisateurs de Vélib' étaient détenteurs d'un abonnement se poursuivant en 2018.

Depuis le 1er janvier 2018, l'exploitation du nouveau service Velib' à l'échelle métropolitaine est réalisée par la société SMOVENGO, pour le compte du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole (SMAVM).

Le nouveau dispositif Vélib' proposé par la société SMOVENGO permet de prendre en charge les abonnements souscrits par les usagers en 2017 et courant sur 2018, au titre du précédent contrat, sous réserve de l'adhésion préalable des usagers aux nouvelles CGAU.

Ces abonnés ayant payé leur abonnement à la Ville dans le cadre du précédent marché, la Ville et le Syndicat se sont accordés sur le principe du reversement à celui-ci des sommes effectivement perçues par la Ville pour la durée des abonnements restant à courir à compter du 1^{er} janvier 2018 (*prorata temporis*).

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

ARTICLE 1er : OBJET

La présente convention a pour objet de régler spécifiquement les relations financières entre la Ville et le Syndicat pour les abonnements Vélip' souscrits en 2017 et continuant de courir sur l'année 2018.

ARTICLE 2 : MONTANT DU REMBOURSEMENT

Le Syndicat et la Ville s'accordent sur le principe du reversement au Syndicat des sommes effectivement perçues par la Ville pour la durée des abonnements restant à courir à compter du 1^{er} janvier 2018 (*prorata temporis*).

Les sommes perçues par la Ville sont attestées par un état récapitulant l'ensemble des abonnements souscrits en 2017, non échus au 31 décembre 2017 et dont le règlement a été reversé à la Ville de Paris par la SOMUPI. Cet état indique les dates de début et de fin de validité de chaque abonnement, le montant perçu et celui, calculé au prorata temporis, correspondant à la période comprise entre le 1er janvier 2018 et la date de fin de l'abonnement.

Le montant effectivement perçu par la Ville et devant être reversé au Syndicat est calculé sur la base du montant total figurant dans l'état récapitulatif pour la période comprise entre 1er janvier 2018 et la date de fin des abonnements.

ARTICLE 3 : MODALITES DE REMBOURSEMENT

Sous réserve de vérification et d'accord, la Ville rembourse le Syndicat à hauteur de la somme constatée.

Le remboursement est prévu sur les budgets 2018 et suivants.

ARTICLE 4 : DURÉE ET MODALITÉS DE RÉVISION

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature et s'applique jusqu'au versement du remboursement par la Ville au Syndicat.

A tout moment, la Ville et le Syndicat peuvent convenir d'une révision par avenant ou d'une résiliation.

Fait à, le, en deux exemplaires.

Pour le Syndicat,

Pour la Ville de Paris,

La Présidente

La Maire